



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، أوامر ومراسيم
قرارات، مقررات، مناشير، إعلانات وبلاغات

	ALGERIE		ETRANGER		DIRECTION ET REDACTION Secrétariat Général du Gouvernement Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13, Av A. Benbarek - ALGER Tél. : 66-18-15 à 17 — C.C.P 3200-50 - ALGER
	6 mois	1 an	6 mois	1 an	
Edition originale	14 DA	24 DA	20 DA	35 DA	
Edition originale et sa traduction	24 DA	40 DA	30 DA	50 DA	
			(Frais d'expédition en sus)		

Edition originale, le numéro : 0,25 dinar. Edition originale et sa traduction, le numéro : 0,50 dinar. Numéro des années antérieures (1962-1970) : 0,35 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamations. Changement d'adresse, ajouter 0,30 dinar. Tarif des insertions : 3 dinars la ligne.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(Traduction française)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 27 novembre 1971 mettant fin au détachement d'un magistrat près le tribunal militaire permanent de Blida, p. 1395.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

Arrêté du 2 décembre 1971 portant délégation de signature à un sous-directeur, p. 1395.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 9 septembre 1971 relatif au recrutement des personnels n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, p. 1395.

Arrêtés des 4 décembre 1970, 24 février, 22 et 29 septembre, 5, 7, 11, 20, 22, 23 et 28 octobre, 5, 6, 8, 9, 11 et 30 novembre 1971 portant mouvement dans le corps des administrateurs, p. 1396.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Arrêté du 24 juin 1971 portant nomination du directeur pédagogique à l'institut de technologie agricole, p. 1397.

Arrêté du 24 juin 1971 portant nomination du directeur des stages à l'institut de technologie agricole, p. 1397.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 2 novembre 1971 portant nomination d'un défenseur de justice, p. 1397.

Arrêté du 16 novembre 1971 portant mutation d'un magistrat, p. 1397.

SOMMAIRE (suite)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté du 15 novembre 1971 fixant la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'école nationale polytechnique en 1971, p. 1398.

Arrêté du 23 novembre 1971 portant mesures destinées à faciliter l'accès des anciens moudjahidine aux études supérieures, p. 1398.

Arrêté du 25 novembre 1971 portant désignation des membres non permanents de la commission nationale d'équivalence et autorisant les recteurs des universités algériennes à se faire représenter à la commission, p. 1399.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA CONSTRUCTION

Arrêté du 22 octobre 1971 portant nomination du chef du service des études et travaux d'infrastructure (S.E.T.I.), p. 1399.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Arrêté interministériel du 8 novembre 1971 rapportant l'arrêté interministériel du 12 février 1968 portant agrément, à titre non exclusif, dans le cadre du code des investissements de la société algérienne des piles électriques (S.A.P.I.E.), p. 1399.

Arrêté interministériel du 8 novembre 1971 rapportant l'arrêté interministériel du 2 octobre 1968 portant agrément, à titre non exclusif, dans le cadre du code des investissements de la société algérienne de tissage, teinturerie, impression (S.A.T.T.I.), p. 1399.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêtés du 8 octobre 1971 portant renouvellement d'agrément d'agents de contrôle de la caisse sociale de la région d'Alger, p. 1399.

Arrêté du 15 octobre 1971 portant désignation d'un membre du conseil d'administration provisoire de la caisse sociale de la région d'Oran, p. 1399.

Arrêté du 13 novembre 1971 fixant l'allocation forfaitaire annuelle d'entretien des appareils acoustiques, p. 1399.

Arrêté du 16 novembre 1971 portant nomination du directeur du département de l'émigration de l'office national de la main-d'œuvre (ONAMO), p. 1399.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 11 décembre 1971 portant tenue et modalités du 1^{er} « Assihar » de Tamanrasset, p. 1400.

Décision du 16 juillet 1971 portant homologation des indices salaires et matières des travaux publics et du bâtiment pour les 1^{er} et 2^{ème} semestres 1970, utilisés pour la révision des prix des marchés publics, p. 1400.

ACTES DES WALIS

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la commune de Ténès, p. 1403.

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la commune de Taougrite pour servir d'assiette à l'implantation de deux classes, p. 1403.

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'un terrain à la commune d'El Marsa, pour servir d'assiette à l'implantation de deux classes et un logement, p. 1403.

Arrêté du 18 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'un terrain à la commune d'Abou El Hassan, p. 1403.

Arrêté du 8 juin 1971 du wali d'El Asnam, portant concession de parcelles de terrain à la commune de Djendel, p. 1403.

Arrêté du 25 juin 1971 du wali de l'Aurès, portant affectation d'un terrain d'une superficie de 957 m², au profit du ministère de la santé publique, pour servir à la construction d'un centre de santé, p. 1403.

Arrêté du 26 juillet 1971 du wali de Constantine, portant désaffectation d'une parcelle de terre d'une superficie approximative de 4 ha, dépendant de la ferme expérimentale d'élevage d'El Khroub, dont les terres, d'une contenance totale de 1425 ha 80 a 59 ca 50 am², ont été affectées au profit de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie, par arrêté d'expropriation du 2 septembre 1943, p. 1403.

Arrêté du 27 juillet 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite, au profit de l'hôpital civil de Jijel, d'un immeuble bâti à usage d'habitation, sis à Jijel, rue Mohamed Bouzari, ayant appartenu aux consorts Babliot et Morinaud Jean, pour sa transformation en polyclinique, p. 1404.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite, au profit de la coopérative agricole générale de Constantine, du poste S.A.P. de Grarem édifié sur les lots n^{os} 51 et 52 du plan de lotissement du centre de Grarem, d'une superficie totale de 16 ares, p. 1404.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba, portant affectation d'un terrain, bien de l'Etat, et un lot constituant le fonds d'une piste, d'une superficie respective de 5 ha 23 a 02 ca et de 0 ha 05 a 75 ca, au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire, pour servir à la construction d'un C.N.E.T. à Tébessa, p. 1404.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba, portant affectation d'un terrain, bien de l'Etat, d'une superficie de 150 m² à prélever du domaine autogéré « Khrouf Achour », au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire (inspection académique de Annaba), pour servir de support foncier à un réservoir pour l'alimentation en eau potable du C.E.M. de la baie des Corailleurs de Annaba, p. 1404.

Arrêté du 30 juillet 1971 du wali de Mostaganem, déclarant d'utilité publique, la construction d'un barrage dans la commune de Sidi M'Hamed Ben Aouda, p. 1404.

Arrêté du 2 août 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la wilaya d'El Asnam, p. 1404.

Arrêté du 3 août 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite, au profit de l'office public des H.L.M. de Constantine, d'une parcelle de terre d'une superficie de 4 ha 60 a 60 ca environ, sise à Hamma Bouziane, formée des lots n^{os} 7 et 7 bis du territoire des Ouled Rhirane, pour servir d'assiette à l'implantation de 50 logements, p. 1404.

Arrêté du 5 août 1971 du wali de Tlemcen, déclarant d'utilité publique l'acquisition par la commune de Bab El Assa, de deux lots de terrain, p. 1404.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, portant affectation du bâtiment « A » détaché de l'hôpital militaire de Annaba, au profit du ministère de l'enseignement originel et des affaires religieuses (inspection de Annaba), servant de mosquée connue sous le nom de « Abou Merouane » et d'un institut islamique, p. 1404.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, portant concession gratuite au profit de l'office public des H.L.M. de la wilaya de Annaba, d'un terrain d'une superficie de 2.000 m², sis à Souk Ahras, nécessaire à la construction de 50 logements à Souk Ahras, p. 1405.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, modifiant l'arrêté du 13 mai 1969 portant concession gratuite, au profit de la commune de Guelma, d'un terrain, bien de l'Etat, sis à Guelma-centre et nécessaire à l'agrandissement de l'école des jardins de cette localité, p. 1405.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés — Appels d'offres, p. 1405.

— Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 1405.

ANNONCES

Associations — Déclarations, p. 1406.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 27 novembre 1971 mettant fin au détachement d'un magistrat près le tribunal militaire permanent de Blida.

Par arrêté interministériel du 27 novembre 1971, il est mis fin, à compter du 30 novembre 1971, au détachement de M. Noureddine Beghdadi, conseiller à la cour d'El Asnam, en qualité de procureur militaire de la République près le tribunal militaire permanent de Blida.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

Arrêté du 2 décembre 1971 portant délégation de signature à un sous-directeur.

Le ministre d'Etat chargé des transports,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature, et notamment son article 2 ;

Vu le décret du 30 septembre 1971 portant nomination de M. Ahmed Sebbah, en qualité de sous-directeur des transports routiers, des contrôles et de la coordination ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Ahmed Sebbah, sous-directeur des transports routiers, des contrôles et de la coordination, à l'effet de signer, au nom du ministre d'Etat chargé des transports, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 décembre 1971.

Rabah BITAT.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 9 septembre 1971 relatif au recrutement des personnels n'ayant pas la qualité de fonctionnaire.

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre des finances et

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu l'ordonnance n° 70-93 du 31 décembre 1970 portant loi de finances pour 1971 ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — En vue de l'exécution de l'opération « recensement général de l'agriculture » dont le déroulement est prévu du 1^{er} octobre 1971 au 30 septembre 1973, le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire peut procéder au recrutement, à titre temporaire, de personnels n'ayant pas la qualité de fonctionnaire dans les conditions fixées ci-après.

Art. 2. — Les personnels visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont recrutés et rémunérés conformément au tableau ci-après :

TABEAU

EMPLOIS	CONDITIONS DE RECRUTEMENT	REMUNERATION		
		Groupe	Echelle	Echelon
Responsable du matériel	1 Certificat de licence plus expérience d'une année au moins	I	B	3 ^o échelon
	Bacc. plus expérience d'une année au moins	II	B	4 ^o échelon
Responsable du personnel	1 Certificat de licence plus expérience d'une année au moins	I	B	3 ^o échelon
	Bacc. plus expérience d'une année au moins	II	B	4 ^o échelon
Chargé de gestion administrative	Classe de première plus expérience	III	A	4 ^o échelon
	B.E.G. plus expérience	III	B	4 ^o échelon
	Niveau supérieur au C.A.P.	III	A	4 ^o échelon
Régisseur comptable	C.A.P. plus grande expérience	III	B	4 ^o échelon
Ingénieurs statisticiens	Diplôme de statisticien délivré après 5 années d'études dans une école supérieure spécialisée en statistique ou d'un titre équivalent	I	A	4 ^o échelon
Ingénieurs des travaux statistiques	Diplôme de statisticien délivré après 3 années d'études dans une grande école spécialisée ou d'un titre équivalent	I	B	4 ^o échelon
Techniciens	Baccalauréat Diplôme des écoles régionales d'agriculture ou titre équivalent	II	B	4 ^o échelon
Cartographes	Licence de géographie	I	A	3 ^o échelon
Dessinateurs	C.A.P. de dessinateur ou diplôme de maquetiste	III	A	4 ^o échelon

TABLEAU (Suite)

EMPLOIS	CONDITIONS DE RECRUTEMENT	REMUNERATION		
		Groupe	Echelle	Echelon
Analystes	Diplôme d'ingénieur d'application ou licence	I	B	4 ^e échelon
	1 Certificat de licence en : Mathématiques Economie Démographie	I	B	3 ^e échelon
Programmeurs	Diplôme de programmeurs	I	B	2 ^e échelon
Contrôleurs des statistiques	B.E.G. - B.E.A. ou titre équivalent	III	B	3 ^e échelon
Enquêteurs des statistiques	Classe de 4 ^{ème} des lycées et collèges	IV	A	3 ^e échelon
Codeurs	C.E.P. ou classe de fin d'études	IV	A	1 ^{er} échelon
Dactylographes	Diplôme de dactylographie ou expérience	IV	A	3 ^e échelon
Conducteurs d'automobiles	Permis de conduire Véhicules utilitaires	IV	A	3 ^e échelon
	Permis de conduire Véhicules de tourisme	IV	A	2 ^e échelon

Les rémunérations afférentes aux groupes, échelles et échelons du tableau ci-dessus, sont calculées par référence aux indices prévus par l'arrêté interministériel du 18 février 1967 fixant les conditions de rémunération des personnels contractuels et temporaires de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics.

Art. 3. — Les personnels recrutés dans les conditions prévues au présent arrêté, appelés à effectuer des déplacements fréquents dans l'exercice des tâches qui leur incombent, peuvent bénéficier des indemnités forfaitaires de déplacement calculées sur la base des taux fixés par la réglementation en vigueur.

Le nombre de journées à retenir pour la détermination du montant de ces indemnités, est fixé comme suit :

- Ingénieur statisticien : 10 jours par mois à raison de 28 DA par jour.
- Ingénieur des travaux statistiques : 10 jours par mois à raison de 28 DA par jour.
- Technicien : 10 jours par mois à raison de 28 DA par jour.
- Contrôleur des statistiques : 18 jours par mois à raison de 22 DA par jour.
- Enquêteur des statistiques : 13 jours par mois à raison de 22 DA par jour.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 septembre 1971.

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, P. le ministre des finances,

Le secrétaire général,

Mohamed TAYEBI

Mahfoud AOUFI

P. le ministre de l'intérieur,

Le secrétaire général

Hocine TAYEBI.

Arrêtés des 4 décembre 1970, 24 février, 22 et 29 septembre, 5, 7, 11, 20, 22, 23 et 28 octobre, 5, 6, 8, 9, 11 et 30 novembre 1971 portant mouvement dans le corps des administrateurs.

Par arrêté du 4 décembre 1970, M. Mustapha Benyellès est intégré dans le corps des administrateurs en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295, à compter du 1^{er} août 1969 et affecté au ministère des finances.

Par arrêté du 24 février 1971, M. Mustapha Benyellès est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 1^{er} échelon à l'indice 320, à compter du 1^{er} août 1970.

Par arrêté du 22 septembre 1971, M. Boubakeur Ogab est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 et affecté au secrétariat d'Etat au plan.

Ledit arrêté prend effet à compter de l'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 29 septembre 1971, M. Rabah Maïzia est reclassé dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est reclassé au 3^{ème} échelon et conserve au 31 décembre 1970, un reliquat d'ancienneté de 2 ans.

Par arrêté du 5 octobre 1971, M. Ahmed Meddour est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 1^{er} échelon, indice 320, à compter du 17 août 1970.

Par arrêté du 7 octobre 1971, M. Mustapha Benyellès est reclassé dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est rangé au 7^{ème} échelon et conserve au 31 décembre 1970, un reliquat d'ancienneté de 1 an et 5 mois.

Par arrêté du 7 octobre 1971, M. Omar Rahal est reclassé dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est rangé au 7^{ème} échelon et conserve au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté de 2 ans, 8 mois et 5 jours.

Par arrêté du 7 octobre 1971, M. Farouk Hariz est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté au secrétariat d'Etat au plan, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 11 octobre 1971, M. Belkacem Rahmi est titularisé dans le corps des administrateurs et rangé au 1^{er} échelon à l'indice 320, à compter du 28 avril 1970.

Par arrêté du 20 octobre 1971, M. Mohamed Djidda est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté à la wilaya de Tizi Ouzou, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 20 octobre 1971, M. Boualem Djama est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté à la wilaya de Sétif, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 20 octobre 1971, M. Smail Tifoura est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté à la wilaya d'El Asnam, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 20 octobre 1971, M. Rachid Zellouf est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté à la wilaya de Tizi Ouzou, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 20 octobre 1971, M. Abdelhamid Belaïd est nommé en qualité d'administrateur stagiaire et affecté à la wilaya de Tizi Ouzou, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. Mokhtar Hamdadou, administrateur, est placé en position de service national, à compter du 2 novembre 1970.

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. Mokhtar Bentabet, administrateur stagiaire, est placé en position de service national, à compter du 2 novembre 1970.

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. El Mahdi Amellal, administrateur stagiaire, est placé en position de service national, à compter du 2 novembre 1970.

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. Kaddour Merad est titularisé dans le corps des administrateurs au 1^{er} échelon, indice 320, à compter du 15 décembre 1970.

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. Nacer Elias Messaoud, administrateur stagiaire, est placé en position de service national, à compter du 1^{er} décembre 1969.

Par arrêté du 23 octobre 1971, M. Ferhat Hadj Youcef est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 et affecté auprès du ministère du tourisme.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 28 octobre 1971, M. Ghoulam Allah Soltani est intégré dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est titularisé et reclassé au 2^{ème} échelon, indice 345 et conserve au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté de 2 mois.

Par arrêté du 28 octobre 1971, M. Hachemi Larabi est intégré et titularisé dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est reclassé au 3^{ème} échelon, indice 370 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté de 2 ans, 5 mois et 12 jours.

Par arrêté du 5 novembre 1971, M. Mohamed Arezki Ali-Toudert est intégré dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est reclassé au 1^{er} échelon, indice 320 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté de 1 an.

Par arrêté du 6 novembre 1971, les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1969 sont modifiées comme suit :

« M. Mohamed Ghenim est intégré dans le corps des administrateurs.

L'intéressé est reclassé au 5^{ème} échelon, indice 420 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté de 2 ans et 6 mois ».

Par arrêté du 8 novembre 1971, Mme Larbi, née Zahia Lamdani est nommée en qualité d'administrateur stagiaire et affectée au ministère de l'intérieur, école nationale d'administration, à compter du 1^{er} septembre 1971.

Par arrêté du 8 novembre 1971, M. Abdelkrim Brahim est intégré dans le corps des administrateurs et affecté à la wilaya de Saïda.

L'intéressé est titularisé et reclassé au 6^{ème} échelon, indice 445 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat de 2 ans et 10 mois.

Par arrêté du 8 novembre 1971, M. Mohand Ouramdane Goudjil est intégré dans le corps des administrateurs et affecté à la wilaya de Mostaganem.

L'intéressé est titularisé et reclassé au 7^{ème} échelon, indice 470 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat de 2 ans.

Par arrêté du 8 novembre 1971, M. Saâd Bachir Redjem est intégré dans le corps des administrateurs et affecté à la wilaya d'Alger, assemblée populaire communale d'Alger.

L'intéressé est titularisé et reclassé au 1^{er} échelon, indice 320 et conserve, au 31 décembre 1968, un reliquat d'ancienneté d'un an.

Par arrêté du 9 novembre 1971, M. Aomar Lounis est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 et affecté auprès du ministère des postes et télécommunications.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 11 novembre 1971, M. Mohamed Benyahia est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 et affecté au ministère de l'intérieur, wilaya de Constantine.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 30 novembre 1971, Mme Louisa Boucherat, administrateur, est mise en disponibilité pour une seconde période de six mois, à compter du 1^{er} juillet 1971.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Arrêté du 24 juin 1971 portant nomination du directeur pédagogique à l'institut de technologie agricole.

Par arrêté du 24 juin 1971, M. Si Abdellah Si Ahmed est nommé en qualité de directeur pédagogique à l'institut de technologie agricole.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Arrêté du 24 juin 1971 portant nomination du directeur des stages à l'institut de technologie agricole.

Par arrêté du 24 juin 1971, M. Layachi Djénidi est nommé en qualité de directeur des stages à l'institut de technologie agricole.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 2 novembre 1971 portant nomination d'un défenseur de justice.

Par arrêté du 2 novembre 1971, M. Abdelkader Belhaouari est nommé défenseur de justice à Béchar.

Arrêté du 16 novembre 1971 portant mutation d'un magistrat.

Par arrêté du 16 novembre 1971, M. Mérouane Anteur, juge, délégué juge d'instruction au tribunal de Djelfa, est muté en les mêmes qualités près le tribunal de Bejaïa.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté du 15 novembre 1971 fixant la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'école nationale polytechnique en 1971.

Par arrêté du 15 novembre 1971, la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'école nationale polytechnique est fixée, conformément à l'annexe dudit arrêté.

ANNEXE

LISTE DES ETUDIANTS AYANT OBTENU LE DIPLOME D'INGENIEUR DE L'ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE EN 1971

SPECIALITE : ECONOMIE

MM. Hadj Yahia Bahayou,
Mazouni Benhattat
Abdelaziz Bensouilah
Tahar Bouifrou
Nordine Cherouati
Mohammed Cherrouk
Ali Kechouane
Farid Ouabdesselam
Radhia Rezig
Abderrahime Rimawi
Djaffar Tlili

SPECIALITE : ELECTROTECHNIQUE

Mohamed Djafri
Rachid Haddad
Mohamed Hadj-Sahraoui
Amar Khelouia
Abdallah Lamrad
Mohamed Laouadi
Salah Louali
Mokrane Lourdiane
Abdelouahab Maza
Abdesselam Rahali
Kamel Ramdane
Abdelghani Terbaoui
Djamel Youbi
Tayeb Zendaoui

SPECIALITE : GENIE CHIMIQUE

Bachir Achour
Mahfoud Albane
Nour-Eddine Alliche
Chérif Bazouzi
Saïd Belaidouni
Slaheddine Bouabcha
Ali Boudaoud
Belkacem Boutarouk
Rachid Harbi
Bachir Irbah
Mohamed Khadra
Maamar Merdjani
Mohamed-Hadj Triki

SPECIALITE : GENIE CIVIL

Mekki Abrouk
Mohamed-Hocine Ahriz
Abdelkader Bahri
Mohammed Benlarabi
Boubekour Boulmerka
Chahine Chahine
Chabane Derouiche
Nizar El-Kassem
Liess Hamidi
Mahfoud Hasbelloul
Ahmed Machaka
Brahim Rebzani
Hriste Stefanov
Ahcène-Séghir Tadrist
Salah Touati
Abderrahmane Zaidat
Hocine Zerrouk

SPECIALITE : MECANIQUE

Rabah Anane
Belabès Bellaoui
Mohamed Bouarroudj
Hammoudi Bouhaddouda
Abderrahmane Bouras
Mohamed-Tahar Dahoumane
Mohamed Dekali
Brahim Meklouk
Boualem Messili
Ahmed Nouredine
El-Hadi Setti
Rabah Sokri

SPECIALITE : MINES ET GEOLOGIE

Hocine Bahri
Al-derrahmane Bedja
Djenidi Bendaoud
Mohamed Benhammou
Ahmed Benali-Moussa
Khiredine Bousdîra
Mohammed Khaldi
Miloud Khelifi
Hassen Makaoui
Djellil-Mohamed Sayah
Abdelaziz Zidani

SPECIALITE : TELECOMMUNICATIONS

Abderrahmane Achaibou
Brahim Adoun
Bachir Ahmed-Bey
Mohamed-Chérif Amouri
Rachid Benhacine
Laid Boumahreb
Boualem Deriche
Ahmed Habchi
Moncef Karaa
Mahieddine Maache
Mohamed Meflah
Mohamed Ould-Bachir
Djilali Zebentout.

Arrêté du 23 novembre 1971 portant mesures destinées à faciliter l'accès des anciens moudjahidine aux études supérieures.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 71-203 du 5 août 1971 portant création de centres de préparation aux études supérieures auprès des universités ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1971 portant organisation des examens spéciaux d'entrée aux universités ;

Vu les dispositions universitaires prévoyant des mesures spéciales en faveur des membres de l'Armée de libération nationale et de l'Organisation civile du Front de libération nationale ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Peuvent s'inscrire en première année des centres de préparation aux études supérieures, et sans conditions d'âge, les anciens membres de l'Armée de libération nationale ou de l'Organisation civile du Front de libération nationale titulaires soit du brevet d'enseignement général, soit de l'examen « El Ahlia ».

Art. 2. — Les recteurs des universités peuvent organiser un test d'admission en première année des centres de préparation aux études supérieures en faveur des anciens membres de l'Armée de libération nationale ou de l'Organisation civile du Front de libération nationale, non titulaires de l'un des diplômes exigés pour l'inscription à ces centres.

Art. 3. — Les modalités d'organisation du test sont fixées par décision des recteurs.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne, démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 novembre 1971.

Mohamed Seddik BENYAHIA.

Arrêté du 25 novembre 1971 portant désignation des membres non permanents de la commission nationale d'équivalence et autorisant les recteurs des universités algériennes à se faire représenter à la commission.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 71-189 du 30 juin 1971 portant modalités des équivalences de titres, diplômes et grades étrangers avec des titres, diplômes et grades universitaires algériens et réorganisant la commission nationale d'équivalence ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1971 portant modalités de fonctionnement de la commission nationale d'équivalence, et de ses sous-commissions techniques ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Sont désignés en qualité de membres de la commission nationale d'équivalence, et pour une période de trois années renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, les doyens ou directeurs d'instituts et de grandes écoles, suivants :

MM. — Mohammed Abdelmoumène, doyen de la faculté de médecine de l'université d'Alger,

— Daho Aïlab, doyen de la faculté des sciences de l'université d'Alger,

— Abdelhamid Bentchikou, doyen de la faculté des sciences de l'université de Constantine,

— Driss Chabou, doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université d'Alger,

— Ahmed Mahiou, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Alger,

— Abdelaziz Ouabdesselam, directeur de l'école nationale polytechnique de l'université d'Alger,

— Azzy Touati, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Oran.

Art. 2. — Les membres non permanents de la commission nationale d'équivalence ne peuvent se faire représenter aux délibérations de ladite commission.

Art. 3. — Les ministres qui ont pris l'initiative de saisir la commission nationale d'équivalence, peuvent désigner un fonctionnaire qui les représente aux sessions de la commission lorsque les diplômes, grades ou titres dont ils ont proposé l'examen y sont discutés.

Art. 4. — Les recteurs des universités sont autorisés à se faire représenter à la commission nationale d'équivalence par le secrétaire général de l'université dont ils assurent la direction.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 novembre 1971.

Mohamed Seddik BENYAHIA.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

Arrêté du 22 octobre 1971 portant nomination du chef du service des études et travaux d'infrastructure (S.E.T.I.).

Par arrêté du 22 octobre 1971, M. Abdelghani Inal est nommé en qualité de chef du service des études et travaux d'infrastructure (S.E.T.I.), à compter de la date de son installation.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Arrêté interministériel du 8 novembre 1971 rapportant l'arrêté interministériel du 12 février 1968 portant agrément, à titre non exclusif, dans le cadre du code des investissements de la société algérienne des piles électriques (S.A.P.I.E.).

Par arrêté interministériel du 8 novembre 1971, l'arrêté interministériel du 12 février 1968 portant agrément à titre non exclusif, au code des investissements de la société algérienne de piles électriques (S.A.P.I.E.), est rapporté.

Arrêté interministériel du 8 novembre 1971 rapportant l'arrêté interministériel du 2 octobre 1968 portant agrément, à titre non exclusif, dans le cadre du code des investissements de la société algérienne de tissage, teinturerie, impression (S.A.T.T.I.).

Par arrêté interministériel du 8 novembre 1971, l'arrêté interministériel du 2 octobre 1968 portant agrément, à titre non exclusif, de la société algérienne de tissage, teinturerie, impression (S.A.T.T.I.), est rapporté.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêtés du 8 octobre 1971 portant renouvellement d'agrément d'agents de contrôle de la caisse sociale de la région d'Alger.

Par arrêté du 8 octobre 1971, l'agrément en qualité de contrôleur de la caisse sociale de la région d'Alger est renouvelé, pour une durée de quatre ans, à compter du 7 avril 1971 à M. Said Ali Aoudia.

Par arrêté du 8 octobre 1971, l'agrément en qualité de contrôleur de la caisse sociale de la région d'Alger est renouvelé, pour une durée de trois ans, à compter du 19 avril 1971 à M. Mohamed Achour.

Arrêté du 15 octobre 1971 portant désignation d'un membre du conseil d'administration provisoire de la caisse sociale de la région d'Oran.

Par arrêté du 15 octobre 1971, M. Mohamed Mimouni est désigné en qualité de représentant des employeurs pour siéger au sein du conseil d'administration provisoire de la caisse sociale de la région d'Oran, en remplacement de M. Bachir Benali.

Arrêté du 13 novembre 1971 fixant l'allocation forfaitaire annuelle d'entretien des appareils acoustiques.

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Vu l'ordonnance n° 66-183 du 21 juin 1966 portant réparation des accidents du travail et maladies professionnelles ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1966 relatif à l'appareillage des victimes d'accidents du travail, notamment son article 20 ;

Sur proposition du directeur de la sécurité sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. — Une allocation forfaitaire annuelle de cinquante-cinq dinars (55 DA) est allouée aux porteurs d'appareils acoustiques agréés par le ministre du travail et des affaires sociales ou le ministre des anciens moudjahidines.

Art. 2. — Le directeur de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 novembre 1971.

Mohamed Said MAZOUZI.

Arrêté du 16 novembre 1971 portant nomination du directeur du département de l'émigration de l'office national de la main-d'œuvre (ONAMO).

Par arrêté du 16 novembre 1971, M. Larbi Bannacer est nommé directeur du département de l'émigration de l'office national de la main-d'œuvre.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 11 décembre 1971 portant tenue et modalités du 1^{er} « Assihar » de Tamanrasset.

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n^{os} 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n^o 71-61 du 5 août 1971 portant création de l'office national des foires et expositions ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Une foire-exposition dénommée « Assihar » se tiendra à Tamanrasset, du 25 décembre 1971 au 10 janvier 1972.

Art. 2. — Les produits d'origine libyenne, malienne, mauritanienne, nigérienne et nigériane, repris à la liste A ci-jointe en annexe, sont autorisés à être importés et vendus en suspension des droits et taxes, durant le déroulement de l'Assihar.

Art. 3. — Les produits d'origine algérienne, repris à la liste B ci-jointe en annexe, sont autorisés à être vendus et exportés en suspension de taxes durant le déroulement de l'Assihar.

Art. 4. — Les produits repris sur les listes A et B ne doivent être vendus qu'au détail.

Art. 5. — Le produit de la vente des marchandises reprises à la liste A, ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert.

Art. 6. — Les produits repris à la liste B, peuvent faire l'objet de vente en gros :

- ces produits devront être destinés à l'exportation,
- l'exportation de ces produits devra se faire conformément à la réglementation en vigueur en matière de commerce extérieur et du change.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 décembre 1971.

Layachi YAKER.

LISTE « A »

Marchandises d'origine libyenne, malienne, mauritanienne, nigérienne et nigériane :

- Mil
- Beurre rance
- Bétail (ovins, bovins, camelins)
- Viande séchée
- Tomate séchée
- Fromage séché
- Tissus tari bleu dit « guinée »
- Parfums cosmétiques et crèmes tanguies
- Teinture dite du Soudan
- Peaux rouges tannées
- Cuivre rouge et or
- Peaux de bêtes brutes.

LISTE « B »

Marchandises d'origine algérienne :

- Tentures de Tlemcen et tissages de toutes sortes
- Couvertures en coton et en autres matières /
- Tissus écrus
- Chèche rayé jaune
- Voile chèche coton blanc
- Fibranne noire
- Tissus percale ~~blanc~~
- Toile « 7 » blanche et en couleur unie et à fleurs
- Tissus bazine blanc et rayé
- Tissus façonné blanc et bleu-roi

- Tissus fibranne et coton à fleurs assortis pour femmes
- Haïks pour voiles
- Djellabas et tapis de Ghardaïa
- Confection assortie
- Articles de bonneterie
- Chaussures
- Dattes
- Savons détersifs en paquets
- Verres à thé
- Vinaigre
- Thé de Chine
- Pâtes et semoules
- Huile d'olive et d'arachide
- Articles ménagers et autres en matière plastique
- Ustensiles en aluminium
- Peignes en bois carrés pour touareg n^o 6 - 7 - 8
- Cuir pour semelles
- Ustensiles de cuisine émaillés, galvanisés et en fonte
- Fils à coudre assortiment complet
- Parfums cosmétiques et crèmes parfumées
- Articles de quincaillerie pour jardinage, menuiserie,
- Serrurerie
- Montres de qualité courante
- Cigarettes SNTA
- Jus de fruits.

Décision du 16 juillet 1971 portant homologation des indices salaires et matières des travaux publics et du bâtiment pour les 1^{er} et 2^{ème} semestres 1970, utilisés pour la révision des prix des marchés publics.

Par décision du 16 juillet 1971, sont homologués, comme suit, les indices salaires et matières utilisés pour la révision des prix dans les contrats de bâtiment et de travaux publics :

A. — INDICES SALAIRES DES 1^{er} ET 2^{ème} SEMESTRES 1970

1^o Indices salaires - Bâtiment et travaux publics

Base 1.000 en janvier 1968 :

Mois	Gros-œuvre	Equipement			
		Elec-tricité	Menuiserie	Peinture	Plomberie chauffage
Janvier	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Février	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Mars	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Avril	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Mai	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Juin	1.050	1.040	1.030	1.010	1.050
Juillet	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080
Août	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080
Septembre	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080
Octobre	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080
Novembre	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080
Décembre	1.080	1.060	1.070	1.040	1.080

2^o Coefficient de raccordement permettant de calculer à partir des indices base 1.000 en janvier 1968, les indices base 1.000 en janvier 1962.

— Gros-œuvre 1,195

— Equipement { Electricité 1,357
Menuiserie 1,357
Peinture 1,357
Plomberie-chauffage 1,357

B — COEFFICIENT « K » DES CHARGES SOCIALES

Le coefficient « K » des charges sociales est fixé à .

Année 1970 0,5480

C. — INDICES MATIERES - ANNEE 1970
Indices matières - Base 1.000 en janvier 1968

Sym- boles	Produits (hors-taxes)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre
MAÇONNERIE													
Acp	Plaque ondulée amiante ciment	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Act	Tuyau ciment comprimé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Ap	Poutrelle acier IPN 140	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Ar	Acier rond 12 mm	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Adp	Fil d'acier dur pour précontraint	1010	1073	1073	1120	1120	1120	1120	1136	1136	1136	1136	1136
Br3	Briques creuses trois trous	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Br12	Briques creuses 12 trous	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Brp	Briques pleines	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Bms	Madrier sapin blanc	1452	1452	1452	1133	1133	1133	1509	1509	1509	1509	1509	1509
Cc	Carreau ciment 20 x 20	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427	1427
Chc	Chaux hydraulique	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235	1235
Cim	Ciment Pointe Pescade 250	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Sa	Sable	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546	1546
Fp	Fer plat	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Pl1	Plâtre de Camp de Chênes	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Pl2	Plâtre de Fleurus	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Te	Tuile petite écaille	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Pg	Parpaing en béton vibré	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066	1066
Grl	Gravier roulé	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286	1286
Grl	Gravier concassé	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070
Tou	Tout-venant pour béton	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200
Caill	Caillou 25-60 pour gros béton	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602	1602
At	Acier à béton spécialtor	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Pm	Profilés marchands	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Lmn	Laminés marchands	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
As	Acier spécial haute résistance	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Moe	Moellon ordinaire	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227	1227
Sac	Sapin de sciage qualité coffrage	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282	1282
Cg	Carreau granit 20 x 20	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Caf	Carreau de faïence 15 x 15	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086	1086
PLOMBERIE - CHAUFFAGE													
Cut	Tuyau de cuivre 12 x 14	1283	1211	1178	1264	1207	1207	1207	1207	1207	1144	1144	1144
Tac	Tuyau amiante ciment, série bâtiment	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Tp	Tuyau amiante, ciment type E.U.V.P.	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Trf	Tuyau de fonte, série bâtiment	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230
Top	Tuyau et culotte en chlorure polyvinyle	996	996	996	996	996	996	996	996	996	996	996	996
Tfc	Tuyau fonte standard centrifugé	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153
Pbt	Plomb en tuyau	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202	1202
Tag	Tube acier galvanisé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Znl	Zinc laminé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Rol	Robinet laiton poli	753	753	753	889	889	889	889	889	889	889	889	889
Rsa	Robinet de lavabo idéal standard	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Le	Lavabo et évier	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Buf	Bac universel fonte émaillée	803	803	803	803	803	803	803	803	803	803	803	803
Bai	Baignoire fonte émaillée	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678	1678
At	Tôle acier Thomas	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Atn	Tube acier noir	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Ra	Radiateur idéal classic	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074	1074
Rob	Robinet à pointeau	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Iso	Coquille de laine de roche	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Res	Réservoir production eau chaude en tôle acier galvanisé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
MENUISERIE													
Bo	Contre-plaqué okoumé	935	935	935	935	935	935	935	935	935	935	935	935

C. — Indices matières - Année 1970 (suite)
Indices matières - Base 1000 en janvier 1968 (suite)

Sym- boles	Produits (hors-taxe)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septemb.	Octobre	Novemb.	Décemb.
Brn	Bois rouge du nord	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082	1082
Pa	Paumelle laminée	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200
Pe	Pêne dormant	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Pab	Panneau aggloméré de bois	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182	1182
ETANCHEITE													
Fei	Feutre imprégné type 27-1	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709	1709
Chs	Chape souple surface aluminium	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559	1559
Asp	Asphalte avéjan	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Bio	Bitume oxydé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
ELECTRICITE													
Cf	Fil de cuivre de 3 mm	1104	1104	1104	1104	1104	1104	1140	1140	1140	1140	1140	1140
Tua	Tube acier émaillé de 16 mm	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394
Ccb	Coupe-circuit bipolaire	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284	1284
Cpfg	Câble de série à conduc. rigide	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100
Cth	Câble de série à conduc. rigide	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292	1292
Rg	Réglette « Monoclips » 40	882	882	882	882	882	882	882	882	882	882	882	882
Cuf	Fil de série à conduc. rigide	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214	1214
Tutp	Tube isolé T.P. de 11 mm	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394	1394
It	Interrupteur tétrapolaire « Bressen » 40 ampères	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Da	Réflecteur ind. en tête émaillé ext. précablé pour lampe à incandescence de 40 à 100 watts	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
PEINTURE - VITRERIE													
Pe	Peinture anti-rouille	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027	1027
Peh	Peinture à l'huile	867	867	867	867	867	867	867	867	867	867	867	867
Pev	Peinture vinylique	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012	1012
Hi	Créosote	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Vv	Verre à vitre normal	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Va	Verre armé	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Vd	Verre épais double	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
DIVERS													
Tpf	Transport par fer	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070
Tpr	Transport par route	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Ex	Explosifs type n° 15 de sûreté	990	990	990	990	990	990	990	990	990	990	990	990
Pn	Pneumatiques	928	928	928	928	928	928	928	928	928	928	928	928
Gom	Gas-oil vente à la mer	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Got	Gas-oil vent à la terre	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Ea	Essence auto 84	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Yf	Fente de récupération	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133	1133
Al	Aluminium en lingot	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Fg	Feuillard	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
TRAVAUX ROUTIERS													
Cutb	Cut-back 150/250	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153	1153
Rel	Résine liquide émulsifiant	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Bit	Bitume 80 x 100 pour revêtements	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088	1088
MARBRERIE													
Mf	Marbre de Filfila	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000

NOTA :

- 1° A partir de janvier 1968, les indices suivants remplacent d'anciens indices sans discontinuité dans la valeur de l'indice :

MACONNERIE :

- Cim : Ciment Pointe Pescade remplace Cm1, Cm2, Cm3 et Cm4,
- Pl2 : Plâtre de Fleurus remplace Pl1, Pl2 et Pl3,
- Sac : Sapin de sciage qualité coffrage remplace Bsc planche coffrage sapin blanc.

PLOMBERIE :

- Tép : Tuyau et culotte en chlorure de polyvinyle remplace Cpt chlorure de polyvinyle.

ETANCHEITE :

- Fei : Feutre imprégné 27-1 remplace Fes feutre surfacé.

ELECTRICITE :

- Cpfq : Câbles de série à conducteurs rigides remplace Cpfq câbles 750 TH PFG 4 x 14 mm2,
- Cth : Câbles de série à conducteur rigide remplace Cth câbles 750 TH 22 mm,
- Rg : Réglette « monoclips » 40 remplace Rg réglette bloc 1m 20 V à starter,
- Cuf : Fils de série à conducteur rigide remplace Cuf fil 750 TH 10/10 gaine polyvinyle.

PEINTURE - VITRERIE :

- Vv : Verre à vitre normal remplace Vv verre à vitre simple.

DIVERS :

- Ea : Essence auto 84 remplace Ea essence auto.

- 2° L'indice Lec sanitaire, base 1.000 en janvier 1960, n'est plus calculé ; il est remplacé, à partir de janvier 1968, par un nouvel indice Lec, sanitaire dont les composantes sont différentes de celles de l'indice initial.

Aucun raccordement entre l'ancien et le nouvel indice n'est possible. Les marchés qui utilisaient l'indice Lec sanitaire, base 1.000 en janvier 1960, reconduiront jusqu'à leur expiration, le dernier indice calculé en fonction de l'ancienne base.

- 3° Il en est de même pour l'indice Da : diffuseur en triplex qui est remplacé, à partir de janvier 1968, par l'indice Da : réflecteur industriel en tête émaillé précablé pour lampe à incandescence 40 : 100 wats.

ACTES DES WALIS

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la commune de Ténès.

Par arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, est concédé à la commune de Ténès, avec la destination de servir d'assiette à l'implantation de deux classes et un logement, un terrain de 9000 m2 environ, portant le n° 906 pie du plan cadastral, section B - expropriété « Roset Théodore ».

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue plus haut.

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la commune de Taougrite pour servir d'assiette à l'implantation de deux classes.

Par arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, est concédée à la commune de Taougrite, avec la destination de servir d'assiette à l'implantation de deux classes et un logement, une parcelle de terrain dévolue à l'Etat d'une superficie de 7000 m2 environ « expropriété Coco », telle qu'elle est plus amplement désignée sur l'état de consistance joint à l'original dudit arrêté.

de terrain dévolue à l'Etat d'une superficie de 7000 m2 environ « expropriété Coco », telle qu'elle est plus amplement désignée sur l'Etat de consistance joint à l'original dudit arrêté.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'un terrain à la commune d'El Marsa, pour servir d'assiette à l'implantation de deux classes et un logement.

Par arrêté du 14 mai 1971 du wali d'El Asnam, est concédé à la commune d'El Marsa, avec la destination de servir d'assiette à l'implantation de deux classes et un logement, un terrain sis à El Marsa, au lieu dit « Ain Hamadi » d'une superficie de 7000 m2 environ, tel qu'il est plus amplement désigné sur l'état de consistance joint à l'original dudit arrêté.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 18 mai 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'un terrain à la commune d'Abou El Hassan.

Par arrêté du 18 mai 1971 du wali d'El Asnam, est concédé à la commune d'Abou El Hassan, avec la destination d'implanter 2 classes et un logement de fonction, un terrain « expropriété Camillerie Alexandre », d'une superficie de 7000 m2 environ sis sur le territoire de la commune d'Abou El Hassan au lieu dit « Tafraout ».

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 8 juin 1971 du wali d'El Asnam portant concession de parcelles de terrain à la commune de Djendel.

Par arrêté du 8 juin 1971 du wali d'El Asnam, sont concédées à la commune de Djendel, avec la destination de servir d'assiette à l'implantation de constructions scolaires : 1°) une parcelle de terrain d'une superficie de 20 a environ dévolue à l'Etat (expropriété Philippe Martin). 2°) une autre parcelle de terrain d'une superficie de 1000 m2 environ dévolue à l'Etat (expropriété Benyounes), telles qu'elles sont plus amplement désignées sur l'état de consistance joint à l'original dudit arrêté.

Les immeubles concédés seront réintégrés de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où ils cesseront de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 25 juin 1971 du wali de l'Aurès, portant affectation d'un terrain d'une superficie de 957 m2 au profit du ministère de la santé publique, pour servir à la construction d'un centre de santé.

Par arrêté du 25 juin 1971 du wali de l'Aurès, est affecté au ministère de la santé publique, un immeuble d'une superficie de 957 m2 sis au centre du village de Sérana, pour servir d'assiette à la construction d'un centre de santé à Sérana.

L'immeuble affecté sera remis de plein droit sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir l'utilisation prévue ci-dessus.

Arrêté du 26 juillet 1971 du wali de Constantine, portant désaffectation d'une parcelle de terre d'une superficie approximative de 4 ha, dépendant de la ferme expérimentale d'élevage d'El Khroub, dont les terres d'une contenance totale de 1425 ha 80 a 59 ca 50 dm2, ont été affectées au profit de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie, par arrêté d'expropriation du 2 septembre 1943.

Par arrêté du 26 juillet 1971 du wali de Constantine, est désaffectée une parcelle de terre d'une superficie approximative de 4 ha dépendant des terres d'une contenance totale de

1425 ha 80 a 59 ca 50 dm² affectées au profit du service d'élevage de la station expérimentale d'El Khroub, par arrêté d'expropriation du 2 septembre 1943, en vue de servir à l'implantation d'une station agrométéorologique.

Arrêté du 27 juillet 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite, au profit de l'hôpital civil de Jijel, d'un immeuble bâti à usage d'habitation, sis à Jijel, rue Mohamed Boubzari, ayant appartenu aux conjoints Babillot et Morinaud Jean, pour sa transformation en polyclinique.

Par arrêté du 27 juillet 1971 du wali de Constantine, est concédé à l'hôpital civil de Jijel, avec la destination de polyclinique, un immeuble bâti situé à Jijel à la rue Mohamed Boubzari ayant appartenu aux conjoints Babillot et Morinaud Jean.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit, au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines, du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite au profit de la coopérative agricole générale de Constantine, du poste S.A.P. de Grarem édifié sur les lots n°s 51 et 52 du plan de lotissement du centre de Grarem, d'une superficie totale de 16 ares.

Par arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Constantine, est concédé à la coopérative agricole générale de Constantine, un immeuble formé par la réunion des lots n°s 51 et 52 du plan de lotissement du centre de Grarem, d'une superficie de 16 ares, servant d'assiette au poste S.A.P. de Grarem.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue plus haut.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba portant affectation d'un terrain, bien de l'Etat, et un lot constituant le fonds d'une piste, d'une superficie respective de 5 ha 23 a 02 ca et de 0 ha 05 a 75 ca au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire pour servir à la construction d'un C.N.E.T. à Tébessa.

Par arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba, sont affectés au ministère des enseignements primaire et secondaire, un immeuble bien de l'Etat, et un lot constituant le fonds d'un chemin d'une superficie respective de 5 ha 23 a 02 ca et de 0 ha 05 a 75 ca pour servir d'assiette à la construction d'un collège national d'enseignement technique.

Les immeubles affectés seront remis de plein droit sous la gestion du service des domaines du jour où ils cesseront de recevoir l'utilisation prévue plus haut.

Arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba portant affectation d'un terrain, bien de l'Etat, d'une superficie de 150 m² à prélever du domaine autogéré « Khrouf Achour », au profit du ministère des enseignements primaire et secondaire, (inspection académique de Annaba), pour servir de support foncier à un réservoir pour l'alimentation en eau potable du C.E.M. de la baie des Corailleurs de Annaba.

Par arrêté du 28 juillet 1971 du wali de Annaba, est affecté au ministère des enseignements primaire et secondaire (inspection académique de Annaba), un terrain, bien de l'Etat, d'une superficie de 150 m², à prélever du domaine autogéré « Khrouf Achour », pour servir de support foncier à un réservoir pour l'alimentation en eau potable du C.E.M. de la baie des Corailleurs de Annaba.

L'immeuble affecté sera remis de plein droit sous la gestion du service des domaines au cas où il ne recevrait pas l'utilisation prévue ci-dessus.

Arrêté du 30 juillet 1971, du wali de Mostaganem, déclarant d'utilité publique, la construction d'un barrage dans la commune de Sidi M'Hamed Benaouda.

Par arrêté du 30 juillet 1971, du wali de Mostaganem, sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un barrage dans la commune de Sidi M'hamed Benaouda.

Est prononcée, pour le compte du secrétariat d'Etat à l'hydraulique, l'expropriation, pour cause d'utilité publique, avec prise de possession d'urgence, des immeubles nécessaires à cet effet, tels qu'ils figurent au plan annexé à l'original dudit arrêté.

Arrêté du 2 août 1971 du wali d'El Asnam, portant concession d'une parcelle de terrain à la wilaya d'El Asnam.

Par arrêté du 2 août 1971, du wali d'El Asnam, est concédée à la wilaya d'El Asnam, à la suite de la demande du 4 juin 1971 avec la destination de servir d'assiette à l'implantation d'un collège d'enseignement moyen, une parcelle de terrain d'une superficie de 1 ha 63 a 20 ca portant le n° 10 du plan cadastral d'Oued Fodda.

L'immeuble concédé sera réintégré de plein droit au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 3 août 1971 du wali de Constantine, portant concession gratuite au profit de l'office public des H.L.M. de Constantine, d'une parcelle de terre d'une superficie de 4 ha 60 a 60 ca environ, sise à Hamma Bouziane, formée des lots n°s 7 et 7 bis du territoire des Ouled Rhirane, pour servir d'assiette à l'implantation de 50 logements.

Par arrêté du 3 août 1971 du wali de Constantine, est concédée au profit de l'office public des H.L.M. de Constantine, avec la destination de terrain d'assiette à l'implantation de 50 logements, une parcelle de terre domaniale d'une superficie de 4 ha 60 a 60 ca sise à Hamma Bouziane, formée des lots n°s 7 et 7 bis du territoire des Ouled Rhirane.

L'immeuble concédé sera réintégré, de plein droit, au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 5 août 1971 du wali de Tlemcen, déclarant d'utilité publique, l'acquisition par la commune de Bab El Assa, de deux lots de terrain.

Par arrêté du 5 août 1971 du wali de Tlemcen, est déclarée d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article 6 du décret du 6 mai 1953, l'acquisition par la commune de Bab El Assa, de deux lots de terrain d'une superficie approximative de 2 ha 72 ares, sis au lieu dit Tighidjrine à la limite de la cité administrative de Bab El Assa, et délimités sur le plan annexé à l'original dudit arrêté, appartenant à M. Salah Habib ould Mohammed, propriétaire demeurant à Ghazaouet.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, portant affectation du bâtiment « A » détaché de l'hôpital militaire de Annaba, au profit du ministère de l'enseignement originel et des affaires religieuses (inspection de Annaba), servant de mosquée connue sous le nom de « Abou Merouane » et d'un institut islamique.

Par arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, est affecté au ministère de l'enseignement originel et des affaires religieuses (inspection de Annaba), le bâtiment « A » détaché de l'hôpital militaire de Annaba, servant de mosquée connue sous le nom de « Abou Merouane » et d'un institut islamique.

L'immeuble affecté sera remis de plein droit sous la gestion du service des domaines du jour où il cessera de recevoir l'utilisation prévue ci-dessus.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, portant concession gratuite au profit de l'office public des H.L.M. de la wilaya de Annaba, d'un terrain d'une superficie de 2.000 m² sis à Souk Ahras, nécessaire à la construction de 50 logements à Souk Ahras.

Par arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, est concédé à l'office public des H.L.M. de la wilaya de Annaba, un terrain de 2.000 m² de superficie, destiné à la construction de 50 logements dans la commune de Souk Ahras.

Le terrain concédé sera réintégré de plein droit dans le domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines au cas où il ne recevrait pas la destination prévue ci-dessus.

Arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, modifiant l'arrêté du 13 mai 1969 portant concession gratuite, au profit de la commune de Guelma, d'un terrain, bien de l'Etat, sis à Guelma-centre et nécessaire à l'agrandissement de l'école des jardins de cette localité.

Par arrêté du 10 août 1971 du wali de Annaba, l'arrêté du 13 mai 1969 est modifié comme suit : « Est concédé, à la commune de Guelma, un terrain, bien de l'Etat, sis à Guelma-centre et couvrant une superficie de 0 ha 60 a 80 ca, nécessaire à l'agrandissement de l'école des jardins, limité au nord-est par la rue Bedjaoui Saïd, au sud-est par la rue Hassani Mohamed-Salah, au sud-ouest par la rue Didouche Mourad et au nord-ouest par une ligne fictive droite séparative des lots n° 471 et 472.

Le terrain concédé sera réintégré, de plein droit, au domaine de l'Etat et remis sous la gestion du service des domaines, du jour où il cessera de recevoir la destination prévue ci-dessus.

AVIS ET COMMUNICATIONS

MARCHES. — Appels d'offres

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

SOUS-DIRECTION DES CHEMINS DE FER

Société nationale des chemins de fer algériens

Un appel d'offres est lancé pour l'exécution des travaux de remise en état (maçonnerie, étanchéité, peinture, vitrerie) des bâtiments suivants :

1^{er} Lot : Bâtiments constituant les ateliers de Mohammadia.

2^{ème} Lot : Bâtiments constituant les ateliers de Sidi Bel Abbès.

Les pièces des dossiers pourront être consultées dans les bureaux du service de la voie et des bâtiments de la SNCFA (bureau travaux-marchés), 8^{ème} étage, 21/23, Bd Mohamed V à Alger et à l'arrondissement de la voie et des bâtiments de la SNCFA, 22, rue Benzerdjeb à Oran.

Les documents nécessaires pour soumissionner seront remis aux entrepreneurs qui en feront la demande à l'une des adresses indiquées ci-dessus.

Les offres devront parvenir sous plis recommandés à l'adresse du chef du service de la voie et des bâtiments de la SNCFA (bureau travaux-marchés), 8^{ème} étage, 21/23, Bd Mohamed V à Alger, avant le 11 février 1972 à 16 heures, terme de rigueur, ou être remises contre reçu à cette même adresse dans le délai imparti.

Le délai pendant lequel, les candidats resteront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours à compter du 11 février 1972.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

SOCIETE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DU SUCRE

(SOGEDIS)

Avis d'appel d'offres international

Prorogation de délais

Les délais initialement fixés au 15 décembre 1971 pour les soumissions à l'avis d'appel d'offres international consistant en la fourniture et la réalisation d'un atelier de sucre pains adjoint à une raffinerie, et publié au *Journal officiel* de la République Algérienne démocratique et populaire, n° 92 du 12 novembre 1971, sont reportés au 31 décembre 1971, le cachet de la poste faisant foi.

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'EQUIPEMENT DE LA WILAYA DE ANNABA

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la construction d'un bain maure à Dréan (daïra de Annaba).

Les offres devront parvenir ou être déposées sous enveloppe cachetée ; l'enveloppe extérieure devra porter obligatoirement « soumission à ne pas ouvrir », l'enveloppe intérieure fermée contiendra les documents de soumission et portera de façon apparente le nom du soumissionnaire.

La date limite de dépôt des offres est fixée au samedi 8 janvier 1972 à 12 heures.

Les offres devront être adressées au subdivisionnaire du service d'assistance technique aux communes, 12, Bd du 1^{er} Novembre 1954 - Annaba.

Les dossiers peuvent être retirés au service indiqué ci-dessus.

Les offres devront être accompagnées des pièces réglementaires suivantes :

1^o Certificat de qualification et classification professionnelle.

2^o Attestations fiscales.

3^o Attestations de sécurité sociale et caisse des congés payés.

MISES EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

M. Lounis Belaïd, agissant au nom de la société Lounis frères, élsant domicile à Alger, 8, rue Mouloud Berbal, est mis en demeure de reprendre les travaux faisant l'objet du marché approuvé le 30 septembre 1970 sous le n° 226 par le chef de la daïra de Teniet El Had, relatif à l'équipement de la station de pompage sise à Khemisti, et destiné pour l'alimentation en eau potable du centre de Layoune, dans un délai de dix (10) jours à partir de la publication de la présente mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par lui, de satisfaire à cette mise en demeure, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par l'article IV-5 dudit marché ainsi que les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

Le directeur de la société de conditionnement d'air, de réfrigération et des arts ménagers (SO.C.A.R.A.M.), demeurant à Alger, 1^{er}, rue Franklin Roosevelt, titulaire du marché n° 4/E/71 souscrit par lui le 22 août 1970 et approuvé le 18 août 1971, relatif à la réfection du service chirurgie de l'hôpital civil de Mostaganem - lot conditionnement d'air -, suite à l'ordre de service n° 168/E/71 du 27 septembre 1971, est mis en demeure d'avoir à entreprendre les travaux objet de son marché, dans un délai de dix (10) jours, à compter de la publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par lui de satisfaire à cette mise en demeure, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

L'entrepreneur Benfissah Belamouri, rue Beni Mora à Biskra, titulaire du marché n° 1930/68/2D/3B/ TRAV., visé par le contrôleur financier de l'Etat sous le n° 327/B du 12 mai 1969, pour les travaux de construction d'un bâtiment pour le syndicat intercommunal des travaux de la daïra de Merouana, dont l'ordre de service a été donné le 6 avril 1971, est mis en demeure de prendre les dispositions immédiates pour mettre en place tous les moyens techniques et en personnel afin de terminer le chantier dans un délai de dix (10) jours, à compter de la date de publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans les délais prescrits, il lui sera fait application des dispositions de l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

L'entrepreneur Benfissah Belamouri, rue Beni Mora à Biskra, titulaire du marché n° 1928/68/2D/3B/TRAV. visé par le contrôleur financier de l'Etat sous le n° 324/B du 12 mai 1969, pour les travaux de construction d'un marché couvert avec dépôt à Merouana, dont l'ordre de service a été donné le 15 décembre 1969, est mis en demeure de prendre les dispositions immédiates pour mettre en place tous les moyens techniques et en personnel afin de terminer le chantier dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans les délais prescrits, il lui sera fait application des dispositions de l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

ANNONCES

ASSOCIATIONS. — Déclarations

10 mars 1965. — Déclaration à la wilaya de Constantine. Titre : Association des parents d'élèves, anciens élèves et amis

de l'école annexe. Objet : Constitution de ladite association. Siège social : Rue Lounissi Salah, faubourg Lamy à Constantine.

15 décembre 1970. — Déclaration à la wilaya de Tizi Ouzou. Titre : Foyer des agents de la protection civile. Objet : Création de ladite association. Siège social : 58, avenue Abane Ramdane à Tizi Ouzou.

19 juillet 1971. — Déclaration à la wilaya d'Alger. Nouveau titre : Club sportif des études hydrauliques. Ancien titre : Association sportive des études scientifiques. Objet : Changement d'appellation de l'association en cause et composition de son nouveau conseil d'administration. Siège social : Birmandreis, Clairbois à Alger.

11 août 1971. — Déclaration à la wilaya de Constantine. Ancien titre : Etoile sportive de la SONELGAZ de Constantine. Nouveau titre : Chabab riadhi Taqa Kassentina. Objet : Modification statutaire et changement de dénomination de ladite association. Siège social : 2, rue Raymonde Peschard à Constantine.

26 août 1971. — Déclaration à la wilaya d'Alger. Titre : Enfance et famille. Objet : Dissolution de ladite association. Siège social : Ecole d'enseignement ménager et familial, Saint-Charles à Birmandreis, Alger.